



LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°549

06/12/2023

veille@cariforefoccitanie.fr



<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	1
APPELS A PROJETS	1
APPRENTISSAGE - ALTERNANCE.....	2
EMPLOI	3
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.....	4
FORMATION PROFESSIONNELLE.....	4
ILLETTRISME-APPRENTISSAGE DE LA LANGUE.....	5
INSERTION DES JEUNES.....	6
INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	6
SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS.....	7

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE

En Occitanie, la cybersécurité recherche 3 000 nouveaux talents d'ici 2025

Région Occitanie, Novembre 2023

Face à la cybercriminalité, les besoins en compétences en cybersécurité ne cessent d'augmenter. L'Occitanie compte 200 entreprises spécialisées. Le nombre de personnes mobilisées par la cybersécurité devrait doubler en Occitanie, de 3 000 à 6 000 dans les deux ans.

Pour booster l'essor de la filière, la Région a signé un contrat avec la filière numérique doté de 150 millions d'euros, comprenant de nombreuses actions cybersécurité.

<https://www.laregion.fr/En-Occitanie-la-cybersecurite-recherche-3-000-nouveaux-talents-d-ici-2025>

Occitanie : Fiches besoins en emploi des métiers du BTP par zone d'emploi

CERC Occitanie, Novembre 2023

Dans le cadre de la mise en œuvre en 2020 de son plan d'actions sur les métiers en tension du BTP dans les territoires, le Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée a souhaité que les données régionales de cadrage produites par la CERC Occitanie soient complétées avec des données territorialisées affinées par zone d'emploi. Ce travail concerne les 30 zones d'emploi inter-régionales de la Région Occitanie.

<https://www.cercoccitanie.fr/etudes-et-publications/emploi-formation/fiches-besoins-en-emploi-des-metiers-du-btp-par-zone-d-emploi>

Talents Occitanie

La branche du Numérique en Occitanie (Numeum), la région Occitanie, la Dreets Occitanie, le Sicoval (Sud-Est toulousain), Perpignan Méditerranée Métropole, Toulouse Métropole, Montpellier Métropole, Digital 113, avec le soutien de l'Europe, ont décidé d'aider les talents dans leur mobilité géographique. A travers l'action collective Talents Occitanie du programme TESC Force, elles proposent gratuitement différents services pour aider à changer de vie, de job, de région.

En Occitanie la Tech représente plus de 20 000 entreprises technologiques dont de nombreux leaders nationaux et internationaux mais aussi des start-up en pleine expansion. Des milliers de postes sont à pourvoir chaque année.

<https://talentsoccitanie.com/>

APPELS A PROJETS

Mise en œuvre de la démarche TSF - Transfert des savoir-faire - Offre accompagnée - OCAPAT

Date limite de réponse le 11 décembre 2023 à 16h00

<https://www.ocapiat.fr/appel-projets/mise-en-oeuvre-de-la-demarche-tsf-transfert-des-savoir-faire-offre-accompagnee/>

Appel à manifestation d'intérêt (AMI) - Accompagnement sanitaire renforcé des personnes hébergées dans le DNA/accompagnées en SPADA - Ministère de l'Intérieur et des Outre mer

Dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt, les porteurs de projets seront incités à présenter des actions dont :

- développer la formation des personnels sociaux et médico-sociaux en matière de repérage, d'orientation et de prise en charge des publics demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables au regard de la santé.

Date de dépôt limite sur Démarches simplifiées le 12 décembre 2023 à 23h59.

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Asile/Appel-a-manifestation-d-interet-AMI-Accompagnement-sanitaire-renforce-des-personnes-hebergees-dans-le-DNA-accompagnees-en-SPADA>

Faire évoluer les formations initiales et continues du secteur de l'inclusion numérique - UNIFORMATION

Date limite de réponse le 14 décembre 2023

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/faire-evoluer-les-formations-initiales-et-continues-du/ao-9122606-1>

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études d'évaluation de 3 dispositifs régionaux d'accompagnement à l'emploi et à la formation - Région Occitanie

Remise des offres le 03 janvier 2024 à 12h00 au plus tard

<http://marchespublics.laregion.fr/avis/index.cfm?fuseaction=pub.affPublication&refPub=MPI-pub-2023335045&serveur=MPI&IDS=5436>

Evaluation de l'impact du FEDER sur le numérique et la compétitivité des entreprises en Occitanie - Région Occitanie

Remise des offres le 03 janvier 2024 à 12h00 au plus tard

<http://marchespublics.laregion.fr/avis/index.cfm?fuseaction=pub.affPublication&refPub=MPI-pub-2023334274&serveur=MPI&IDS=5436>

Évaluation des compétences et accompagnement Leadership - Recrutement Comadir pour Opco EP

Date limite de réponse le 10 janvier 2024 à 12h00

<https://www.opcoep.fr/appels-d-offres/evaluation-des-competences-et-accompagnement-leadership-recrutement-comadir-pour>

Prestations de formation à l'anglais et prestations annexes accessoires (autres langues étrangères) à destination des membres du personnel - ISAE SUPAERO

Date limite de réponse le 15 janvier 2024

<https://www.francemarches.com/appele-offre/3boamp23168330-2023-prestations-formation-anglais>

APPRENTISSAGE - ALTERNANCE

Synthèse : contrats d'apprentissage

DARES, Décembre 2023

À fin septembre 2023, 686 900 contrats d'apprentissage ont débuté depuis le début de l'année, soit une augmentation de 3,0 % sur un an (+2,3 % pour les contrats du privé et +26,5 % pour ceux du public).

Parmi ces contrats, 259 800 concernent une formation de l'enseignement secondaire et 427 100 concernent une formation de l'enseignement supérieur.

Sur l'ensemble de l'année 2022, 835 000 contrats ont commencé, soit une hausse de 13,8 % par rapport à 2021. Entre 2020 et 2021, le nombre de nouveaux contrats avait augmenté de 38,1 %.

Fin septembre 2023, on compte 987 800 apprentis, soit une hausse de 5,6 % par rapport à fin septembre 2022 (+1,5 % pour les formations de l'enseignement secondaire et +8,1 % pour les formations de l'enseignement supérieur). Fin 2022, on comptait 972 200 personnes en contrat d'apprentissage, après 856 900 fin 2021 et 661 700 fin 2020.

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/synthese/contrats-d-apprentissage>

Synthèse : contrats de professionnalisation

DARES, Décembre 2023

Fin septembre 2023, 77 900 contrats de professionnalisation ont été enregistrés, soit un niveau en baisse par rapport à celui observé fin septembre 2022 (-2,7 %). Le nombre de nouveaux contrats se réduit de 8,5 % pour les moins de 26 ans alors qu'il augmente de 2,8 % pour les 26 ans ou plus.

En 2022, 121 000 contrats de professionnalisation ont été enregistrés, soit une très légère hausse de 0,4 % par rapport à 2021.

Fin septembre 2023, on compte 121 700 personnes en contrat de professionnalisation, soit un effectif en baisse de 5,3 % par rapport à fin septembre 2022.

Fin 2022, on comptait 135 800 personnes en contrat de professionnalisation, après 136 500 fin 2021 et 166 500 fin 2020.

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/synthese/contrats-de-professionnalisation>

Effectifs d'apprentis en fonction du diplôme préparé. Données annuelles de 2000 à 2022

INSEE, Novembre 2023

En 2022, on comptabilise 953 590 apprentis. 184 024 apprentis préparent un CAP (contre 161 458 apprentis en 2020), 45 221 un brevet professionnel (contre 43 855 apprentis en 2020), 69 599 un baccalauréat professionnel (contre 57 452 apprentis en 2020) et 576 261 un diplôme du supérieur (contre 323 331 apprentis en 2020).

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2384301>

EMPLOI

PoEm : le tableau de bord des politiques de l'emploi - Tableau des politiques d'emploi en octobre 2023

DARES, Novembre 2023, 31 p.

Poem est l'outil qui permet de diffuser des tableaux de bord et des séries longues consacrées aux politiques de l'emploi. Il permet d'accéder rapidement à toutes les données de suivi des dispositifs consacrés à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/poem-tableau-de-bord-des-politiques-de-emploi>

Les créations d'emplois portées surtout par les PME durant la décennie 2010

BATTO Véronique, NAEGELE Luc, Insee Première, n°1974, Novembre 2023, 4 p.

En 2020, les entreprises marchandes (hors agriculture) établies en France emploient 500 000 travailleurs salariés (hors intérim) de plus qu'en 2008. Chaque année, 1,4 million d'emplois sont créés, et presque autant sont détruits. Ces mouvements résultent à la fois de créations et de disparitions d'établissements, ainsi que de l'évolution des effectifs dans les unités existantes, à la hausse ou à la baisse. Les petites et moyennes entreprises (PME), et surtout les microentreprises, créent et détruisent plus d'emplois que les entreprises de plus grande taille. Les créations d'emplois des microentreprises sont, en particulier, stimulées par l'essor de jeunes entreprises. La plupart d'entre elles ont toutefois des perspectives de croissance limitées. Même si quelques-unes se développent, elles sont 37 % à ne pas survivre au-delà de cinq ans. Les jeunes PME créent des emplois dans toutes les zones d'emploi. Les PME sont presque toujours créatrices nettes d'emplois dans les zones où l'emploi total croît.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7721566>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Méta-réel : le Métavers, une étape pour quelle destination ?

TERREAUX Germain, VAUQUIER Théodore, Institut Montaigne, Novembre 2023

Au-delà des secteurs du divertissement, quelles sont les potentialités commerciales, sociales ou médicales, par exemple, que le méta-réel ouvre ? Comment le définir et le distinguer du métavers ? Quels sont les freins qui obèrent le déploiement de ses possibles ? Assistera-t-on à une révolution de nature à remodeler notre économie et à un changement de paradigme qui reconfigurera nos rapports sociaux ?

<http://www.institutmontaigne.org/expressions/meta-reel-le-metavers-une-etape-pour-quelle-destination>

Le méta-réel : univers possibles sous conditions

FRION Louise, Institut Montaigne, Novembre 2023

Aujourd'hui réservé au cercle des gamers, le métavers peut-il élargir ses usages et sous quelles conditions (techniques, normatives) ? Quels sont les besoins des consommateurs ? Qui sont les acteurs du secteur ?

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/le-metareel-univers-possibles-sous-conditions>

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les formations continues hybrides. Rôle et représentations des acteurs dans la construction et le fonctionnement de la formation

CNAM, Hesam Université, Novembre 2023, 54 p.

Cette étude cherchait à déterminer quelles sont les représentations des acteurs de la formation professionnelle certifiante sur la modalité hybride. De nature exploratoire, elle s'est appuyée sur l'analyse de 50 entretiens de recherche menés à distance auprès d'organismes de formation et d'une grande diversité d'acteurs : formateurs, anciens étudiants, ingénieurs pédagogiques, apprenants... Leur point commun étant d'avoir conçu ou participé à des formations hybrides.

<https://www.hesam.eu/actus-enquete-hybridation>

De l'urgence d'une grande réforme de la formation continue des enseignants

Terra Nova, Ecolhuma, Novembre 2023, 25 p.

Ce rapport dresse le constat d'une formation continue en inadéquation avec les besoins des enseignants et d'une accumulation de réformes qui n'ont pas réussi à améliorer le niveau des élèves, ni garantir l'épanouissement des enseignants. Il propose une série d'évolutions concrètes et adaptées aux attentes des enseignants :

- Fixer une ambition à la hauteur du défi posé par les difficultés de notre système, en passant de 18h de formation obligatoire dans le 1^{er} degré à 100h de formation incluant un triptyque : formation statutaire obligatoire pour tous, autoformation reconnue et pratiques collectives de formation continue en établissement scolaire
- Passer d'une logique de formation continue à une logique de DPC et faire de l'établissement scolaire, le premier maillon de cette approche (proximité avec le terrain, soutien au travail collaboratif et à l'échange de pratiques entre pairs)
- Valoriser ce que les enseignants font déjà par eux-mêmes en matière d'autoformation et reconnaître les organismes qui permettent aujourd'hui de soutenir l'autoformation des enseignants.

<https://tnova.fr/societe/education/de-lurgence-dune-grande-reforme-de-la-formation-continue-des-enseignants/>

Formations aux professions sociales en 2022 : très légère baisse du nombre d'inscrits et hausse du nombre de diplômés

DREES, Novembre 2023

En 2022, 58 000 étudiants, dont 84 % de femmes, sont inscrits dans l'une des 1 110 formations aux professions sociales en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM). Parmi eux, 14 600 sont en formation d'éducateur spécialisé, 10 400 en formation d'accompagnant éducatif et social et 7 100 en formation d'assistant de service social. Les effectifs totaux d'inscrits diminuent dans la plupart des formations, en particulier dans celles d'assistant de service social et d'accompagnement éducatif et social, mais le nombre d'inscrits augmente en formation d'éducateur spécialisé et d'éducateur de jeunes enfants et est quasiment stable pour les formations d'assistants familiaux et de moniteurs éducateurs.

Les formations au diplôme d'ingénierie sociale (DEIS), au certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS), et au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social (CAFDES) ont des proportions bien plus importantes d'inscrits en formation continue (respectivement 80 %, 76 % et 73 %).

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse-article/communique-de-presse/formations-aux-professions-sociales>

Chiffres-clés GEN_SCAN au 01 novembre 2023 : chiffres clés de l'emploi et la formation au numérique en France

La grande école du numérique, Décembre 2023

Mois après mois, évolution des chiffres dans nos graphiques explicatifs par région, département, famille de métier, postes... Analyse des tendances ainsi qu'une synthèse des besoins en compétences et formations.

En novembre on compte 23 028 formations, dont 4 166 ont lieu en ligne. Le nombre d'offres d'emploi est de 57 613 (- 2 %).

https://www.grandecolenumerique.fr/gen_scan/chiffres-cles

Formation, que faire de la disruption numérique – Podcast FORMA Radio

Avec chatgpt, le metaverse, la blockchain et bien d'autres innovations technologiques la formation doit se réinventer, comment faire ? Quelle est l'avenir de la formation pour les 2 ou 3 ans ?

<https://formaradio.fr/formation-que-faire-de-la-disruption-numerique/>

Méthodologie AFEST : dialogue de formateurs

ULMANN Anne Lise, Katalyo, Novembre 2023, 11 p.

<https://katalyo.fr/ressources/article-afest-dialogue-de-formateurs/>

ILLETTRISME-APPRENTISSAGE DE LA LANGUE

Bilan 2023 des Journées nationales d'action contre l'illettrisme - 10^e édition

ANLCI, Novembre 2023, 15 p.

Cette édition 2023, autour du mot d'ordre "Illettrisme, en parler pour avancer" a contribué à libérer la parole sur ce sujet, à renverser les idées reçues, à illustrer les parcours de celles et ceux qui s'engagent dans des parcours de réapprentissage, à tout âge, et de toutes celles et ceux qui agissent à leurs côtés.

<http://www.anlci.gouv.fr/Actualites/Agir-ensemble-contre-l-illettrisme/Bilan-des-journees-nationales-d-action-contre-l-illettrisme>

INSERTION DES JEUNES

Diplômés du supérieur issus des QPV : des difficultés majeures à surmonter pour le diplôme mais aussi pour l'accès à l'emploi cadre

APEC, Novembre 2023, 14 p.

Malgré un marché de l'emploi cadre qui maintient sa dynamique et alors que les entreprises sont à la recherche de compétences, les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) peinent encore à accéder à l'emploi, a fortiori sur des postes de cadres.

Les jeunes des QPV rencontrent des difficultés dès l'accès à l'enseignement supérieur, notamment des conditions d'apprentissage défavorables, mais aussi des infrastructures dégradées. S'ajoutent des difficultés pour trouver un stage ou une alternance, tremplins pourtant primordiaux au 1^{er} emploi.

Ils se sentent également plus vulnérables face à la succession de contrats précaires qui les exposent au chômage.

Ces entraves accentuent bien souvent un phénomène d'autocensure, particulièrement lors des premières années professionnelles, certains diplômés mentionnant un sentiment d'illégitimité lié à leur quartier d'origine.

L'étude met en exergue les discriminations liées à l'origine (réelle ou supposée, couleur de peau, religion) subies par les jeunes des QPV. Elles sont renforcées par une stigmatisation, souvent implicite, basée sur des préjugés liés au lieu d'habitation et à l'origine géographique : manque d'infrastructures, faible capital culturel, et économique.

Les diplômé.es des QPV disent manquer de modèles inspirants, et déplorent l'absence des codes attendus. Ils mettent en lumière leur méconnaissance du monde professionnel et de ses usages, ainsi qu'un faible réseau qui renforcent leur manque de confiance, freinant leur ambition professionnelle.

<https://corporate.apec.fr/home/nos-etudes/toutes-nos-etudes/diplomes-du-superieur-issus-des-qpv.html>

Synthèse : Contrats d'engagement jeune (CEJ)

DARES, Décembre 2023

En août 2023, 20 800 entrées (hors renouvellements) ont été comptabilisées en Contrat d'engagement jeune (CEJ) dont 8 000 mis en œuvre par Pôle emploi et 12 800 mis en œuvre par les missions locales. Entre janvier et août 2023, 191 500 entrées en CEJ (hors renouvellements) ont été enregistrées. Fin août 2023, le nombre de bénéficiaires d'un CEJ s'élève à 183 500.

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/synthese/contrats-dengagement-jeune-cej>

INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Synthèse : Insertion par l'activité économique (IAE)

DARES, Décembre 2023

Fin août 2023, 113 700 embauches (hors reconductions) ont été comptabilisées dans les structures IAE, en baisse de 2,4 % sur un an. Sur l'ensemble de l'année 2022, on compte 174 900 embauches (hors reconductions) dans les structures IAE, soit une baisse de 4,3 % sur un an.

Fin mai 2023, on comptabilise 148 700 salariés dans les structures IAE, soit un effectif en légère baisse de 0,9 % par rapport à fin mai 2022.

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/synthese/insertion-par-lactivite-economique-iae>

SECTEURS D'ACTIVITE – METIERS

Signature du nouveau contrat stratégique de filière « Industries et technologies de santé » - 2023-2026

Conseil national de l'industrie, Novembre 2023

La filière comprend l'ensemble des entreprises françaises de recherche, développement, production et commercialisation dans le domaine de la santé. En 2023, les dispositifs médicaux et médicaments représentent un secteur de tout premier plan : environ 3 000 entreprises réalisent un chiffre d'affaires évalué à 90 milliards d'euros et génèrent près de 250 000 emplois directs, répartis entre firmes multinationales, PME et start-up innovantes.

Ce nouveau contrat s'articule autour de cinq volets auxquels 16 projets sont dédiés : transition environnementale, attractivité des métiers et renforcement des compétences, compétitivité et souveraineté, innovation thérapeutique ainsi qu'organisationnelle et international. L'objectif de l'État et des acteurs industriels est de travailler ensemble afin d'assurer et de garantir le développement de la filière industrielle de la santé. Le CSF œuvrera notamment à :

- Accompagner l'émergence des filières et acteurs innovants tels que le secteur de la bioproduction ou encore l'imagerie médicale
- Mettre en œuvre des actions spécifiques sur les compétences et métiers. L'objectif est d'aider à accélérer la féminisation des métiers de l'industrie, rechercher des talents et sensibiliser aux enjeux environnementaux
- Porter l'offre française à l'international afin d'assurer les débouchés nécessaires à son développement et renforcer les politiques en faveur de l'investissement et la production des produits de santé

<https://www.conseil-national-industrie.gouv.fr/actualites/industries-technologies-sante-signature-nouveau-contrat-strategique-filiere>

Nucléaire de demain : de nouveaux projets innovants soutenus par France 2030

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Novembre 2023, 14 p.

Les actions de France 2030 pour le nucléaire présentent des enjeux forts de R&D, d'innovation et de formation, directement liés aux orientations décidées par le Gouvernement.

Pour la filière nucléaire, l'enjeu en matière de compétences et de formations est particulièrement important, avec au moins 100 000 recrutements anticipés dans les dix prochaines années, à tous niveaux de compétences et de qualifications et dans des segments très divers.

<https://presse.economie.gouv.fr/nucleaire-de-demain-de-nouveaux-projets-innovants-soutenus-par-france-2030/>

Métiers en tension : les jeunes peuvent-ils être une réponse ?

COUPPIE Thomas, GASQUET Céline, Bref CEREQ, n°446, Novembre 2023, 4 p.

Les tensions sur le marché du travail signalent des difficultés de recrutement souvent attribuées à un décalage, en quantité et en qualité, entre les compétences des candidats et les attentes des employeurs. Mais un tel décalage existe-t-il pour les jeunes en début de vie active ? Ont-ils besoin d'être formés aux métiers en tension pour y être recrutés ? Et pour les intégrer durablement ? Ce numéro observe la place de trois familles de métiers en tension dans les premières années de vie professionnelle des jeunes sortis de formation en 2017 : celles du BTP, de l'hôtellerie-restauration-alimentation (HRA) et de l'informatique. D'une part, elles sont considérées comme en forte, voire très forte tension par la Dares, et d'autre part, les origines des tensions y sont multiples et sensiblement différentes : manque de candidats, problématique de formation, de conditions de travail, etc.

<https://www.cereq.fr/lesjeunes-dans-metiers-en-tension>

Agir pour plus de mixité sociale dans l'industrie

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Novembre 2023, 35 p.

Dans le cadre de la Semaine de l'industrie le ministre délégué chargé de l'industrie, a présenté son plan d'action en faveur de la mixité sociale dans l'industrie, autour de grandes mesures :

- Former aux métiers industriels : le rôle central de l'école via la découverte des métiers, les stages, l'école apprenante, le mentorat
- Agir dans la formation professionnelle et l'enseignement supérieur
- Agir pour l'emploi : la réussite des dispositifs « aller-vers »
- Lever les freins périphériques : l'exemple de Dunkerque 2030
- Lutte contre les discriminations : la généralisation du testing".

<https://presse.economie.gouv.fr/agir-pour-plus-de-mixite-sociale-dans-lindustrie/>

Les portraits statistiques de branches professionnelles

DARES, Novembre 2023

Les portraits statistiques de branche présentent d'une façon interactive les données qui portent sur les conventions collectives de branche ayant 5 000 salariés ou plus et gérées par le ministère chargé du travail, hors branches agricoles. Les secteurs salariés couverts par une convention collective de branche sur le champ du privé, hors branches agricoles, secteurs sous statut et particuliers employeurs, regroupent 18,5 millions de salariés au 31 décembre 2021.

Les conventions collectives de branche couvrant le plus de salariés sont celles des bureaux d'études techniques-Syntec (1 237 620 salariés), des transports routiers (844 420), du commerce détail et gros à prédominance alimentaire (763 440), des hôtels cafés restaurants (755 840) et des entreprises de propriété et services associés (558 160).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-portraits-statistiques-de-branches-professionnelles>

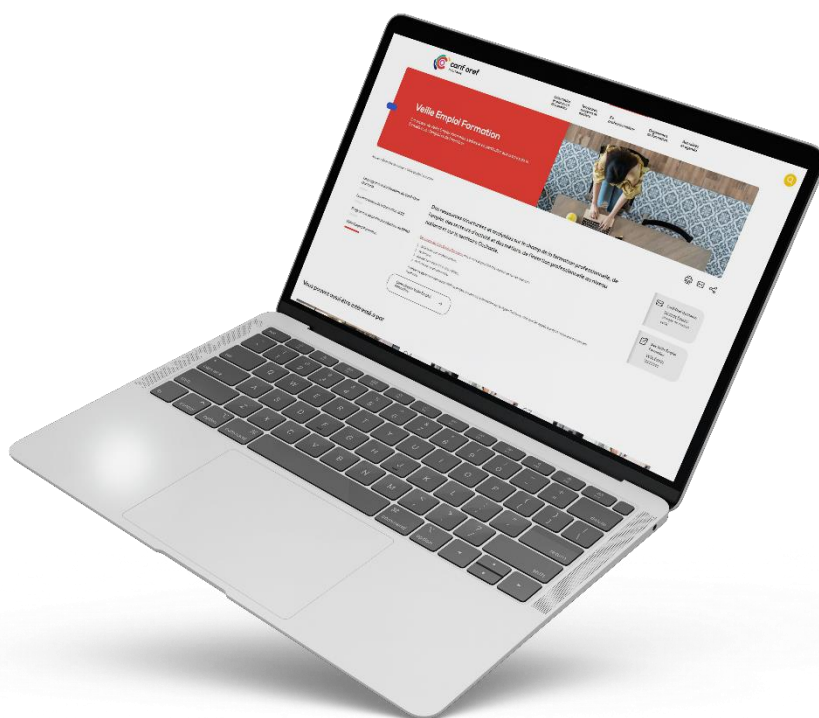
Les besoins en emploi et en formation de la rénovation énergétique des bâtiments – Podcast France Stratégie

Le secteur de la construction est déjà en pénurie de main-d'œuvre, alors comment s'assurer qu'il y aura assez de bras pour réussir le défi de la rénovation énergétique ?

<https://www.strategie.gouv.fr/actualites/podcast-besoins-emploi-formation-de-renovation-energetique-batiments>

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du Carif-Oref Occitanie

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie

Directeur de publication : Pierre MONVILLE

Rédaction : Sandrine ROUSSEL

Réalisation : Carif-Oref Occitanie



Projet cofinancé par le Fonds Social Européen